

Le Forum des Territoires

LABORATOIRE DE RÉFLEXION, D'IDÉES, D'ANALYSES, DE SYNTHÈSES, ET DE PROPOSITIONS



FORUM DES TERRITOIRES DU 6 JUIN, 3^{ème} FORUM DÉCENTRALISÉ À DOUAI



Introduction : **Martine Filleul**

Présidente du Forum des Territoires

La démarche du forum des territoires est de se saisir d'une question, sans a priori, et de confronter les points de vue des experts, sociologues, élus, syndicalistes. Cette troisième séance décentralisée a pour objet l'industrialisation, avec un focus sur le Douaisis.

La France subit une crise très importante de désindustrialisation. De 2002 à 2010, notre pays a perdu plus de 500 000 emplois. La crise est à tous les étages : Alstom a perdu le marché du train à grande vitesse en Chine, le marché de l'automobile est moribond et le Douaisis en subit les conséquences. La politique libérale accompagne ce mouvement de désindustrialisation. Contrairement à nos voisins européens, nous n'avons pas de politique audacieuse en termes d'innovation et de recherche. On observe qu'en France, il n'y a pas de véritable stratégie et pas d'investissement pour accompagner l'industrie.

Le constat que nous pouvons faire, c'est que dans le Douaisis, et d'une manière générale dans le Nord Pas-de-Calais, les collectivités territoriales se battent seules et sans relâche pour essayer d'endiguer ce mouvement de désindustrialisation en essayant de sauver des entreprises en grande difficulté, de créer de nouvelles entreprises et de pérenniser celles existantes. Dans le même esprit, la Région finance et développe des formations pour accompagner les filières, avec sans cesse le souci de les adapter et de les moderniser.

En définitive, il nous faut vraiment un nouvel élan et une nouvelle manière de gérer cette question de l'industrie car sans industrie forte, il n'y a pas d'économie forte. Le débat de ce soir s'inscrit dans la dynamique de 2012 pour relancer la place indispensable de l'industrie dans l'économie française.

Où en est l'industrie dans le bassin minier du Nord ?



Yves QUIGNON,
secrétaire général de l'union locale CGT de Douai,
au nom du comité régional CGT

La crise économique a mis en évidence les fragilités de notre tissu industriel et l'emploi dans notre région a encore plus trinqué qu'au niveau national. Dans le NPDC, il existe 12 000 établissements industriels, ce qui fait de nous la quatrième région française en la matière, avec environ 230 000 salariés. Nous sommes la première région française pour l'industrie, le verre et l'industrie ferroviaire (35% des emplois nationaux), deuxième pour l'automobile (55 000 salariés et plus de 150 000 salariés sous-traitants), le papier carton et le textile. Six secteurs emploient plus de 15 000 salariés chacun : la métallurgie (15 000 emplois), l'agroalimentaire, l'automobile, la chimie-plasturgie, la mécanique (28 000 salariés, 409 entreprises) et les produits minéraux.

En laissant la finance comme seul critère d'évaluation de l'entreprise, avec les délocalisations, l'Etat a choisi la fuite en avant alors qu'il aurait fallu investir massivement dans la recherche et le développement. La plupart des PME restent sous la coupe de donneurs d'ordres puissants sans avoir les moyens de se développer. La crise est l'occasion de se mobiliser pour mettre en place une véritable stratégie industrielle au niveau régional et national.

Aux états généraux de l'industrie de 2009, un dirigeant d'une PME, se faisant l'écho de ses homologues, a démontré les grandes difficultés que rencontrent les PME pour obtenir des financements quand elles sont en situation délicate, même si celles-ci sont passagères. Nous réclamons la création d'un pôle de développement de l'économie, de l'industrie et de l'emploi plutôt que de financer des grandes entreprises qui n'investissent plus et délocalisent au final.

Notre tissu industriel n'est pas assez diversifié. Il est constitué de bassins d'emploi qui vivent grâce à la mono-industrie, avec le risque du grand vide en cas de fermeture. Notre région dispose d'atouts indéniables : filières porteuses, industrie, chimie, télécom, énergie, tous portés par des salariés en grande majorité qualifiés. Aujourd'hui, le destin de l'industrie ne s'oppose pas aux services mais s'articule avec ces derniers. Pour la CGT, l'ambition est de préparer l'industrie de demain avec des emplois pérennes sur des bases technologiques nouvelles.

Au niveau des transports, nous nous battons pour que le plan fret d'avenir soit confirmé. Au niveau du matériel ferroviaire, le programme engagé par notre pays prévoit 2000 km de lignes nouvelles d'ici 2020, puis 4000 supplémentaires à l'horizon 2030. Ces programmes vont générer une production de matériel roulant, d'équipement et de matériel d'exploitation.

Pour être plus forts sur le marché mondial, il faut une concorde entre les trois grands leaders du ferroviaire (Alstom, Bombardier et Siemens) et ce, pour mettre en place une véritable colonne vertébrale de la structuration du matériel ferroviaire qui alimentera plusieurs centaines de sous-traitants partout en France et particulièrement dans notre région.

De la même manière, le projet du canal Seine nord sera vecteur de création d'emplois dans notre région et contribuera aux efforts de lutte contre le réchauffement climatique grâce aux milliers de camions en moins sur les autoroutes. Les besoins de production en matière de matériel de transport fluvial sont considérables. La France doit être leader en la matière et notre région doit en tirer profit.

Concernant l'énergie, elle est indissociable de la relance industrielle tant par son coût que par la qualité de l'approvisionnement. L'essor industriel, dans le cadre de la décentralisation, implique que dans chaque territoire soit développée la production d'énergie. Les industries s'implantent là où l'énergie a un moindre coût, avec une sécurité et une qualité d'approvisionnement.

En définitive, les syndicalistes ont des propositions concrètes pour relancer et pérenniser l'industrie en France mais cela dépendra, avant tout, des choix politiques qui seront opérés dans un avenir proche.



Michel HERMAND,
président du MEDEF Douaisis

La situation économique dans le Douaisis est difficile, ce n'est un secret pour personne. Nous avons des atouts avec l'industrie automobile et les sous-traitants qu'elle draine, avec cette difficulté que ce territoire est passé d'un employeur unique à un autre : avant, la mine, aujourd'hui l'automobile. Nous avons également de très bonnes PME qui sont des gisements de développement et qui peuvent nous permettre d'appuyer un développement alternatif à l'automobile.

Le premier écueil dont souffre le Douaisis, c'est son manque d'image positive. Quand on veut attirer des investisseurs, le premier effort à faire pour notre territoire, c'est donner une image positive de l'industrie qui, il faut le reconnaître, n'attire pas les jeunes qui n'y voient aucun débouché.

Il faut attirer et retenir ! Et mettre l'accent sur la formation, la recherche et le développement, mais aussi l'intelligence économique et stratégique - c'est-à-dire bien connaître sa concurrence, connaître son marché. Nous pouvons nous appuyer sur un certain nombre de richesses qui ont créé l'emploi et ont participé au développement des entreprises.





Pierre de SAINTINGON,
vice-président du Conseil régional en charge du
développement économique

Je m'inscris tout d'abord dans la lignée des propos tenus par M. Yves Quignon, puisque nous étions il y a quelques jours dans ce territoire pour soutenir la naissance de la filière ferroviaire à l'initiative de la CGT. L'entreprise dans laquelle nous étions se bat depuis plusieurs années pour le maintien de la construction de wagons de marchandises, en particulier ceux qui sont capables de traverser la Manche avec des substances dangereuses.

La présence à nos côtés de M. Armand est symbolique. Son entreprise est l'exemple de ce que sont les belles entreprises de notre région. C'est une entreprise ancrée dans l'économie et non pas dans la finance. Elle agit dans son territoire, en étant respectueuse des salariés tout en se positionnant sur différents enjeux économiques.

Nous avons entendu un syndicaliste, puis un patron, et il me revient de vous parler de l'action de la Région. La force de l'action régionale, c'est d'être attentif. Ici, dans le bassin minier du Nord, au cœur du Douaisis, nous sommes attentifs à tout ce qui bouge en matière économique et particulièrement en matière industrielle. Comment ? D'un côté, avec le dialogue incessant que nous avons avec les organisations syndicales, de l'autre en alimentant et en soutenant les entrepreneurs qui investissent sur le territoire.

Les outils que la Région a mis en place ont pour objectif de répondre à la question posée par le rendez-vous de ce soir :

- Nous avons décentralisé l'économie dans les 22 territoires de notre région. En effet, l'économie du Douaisis s'inscrit dans le plan local de développement économique (PLDE) dans le cadre duquel la parole est aux acteurs économiques et sociaux, avec une gouvernance qui regroupe les patrons, les syndicats, les intercommunalités et, naturellement, la Région qui copréside. Les moyens de la Région sont mobilisés pour que l'histoire économique du Douaisis s'écrive ici.
- La Région a construit une stratégie régionale de l'innovation, de valorisation de la recherche et du développement. C'est le cœur de l'avenir industriel de notre région. Pour ce faire, nous avons mobilisé des fonds européens de grande importance, 240 millions, des fonds régionaux, 300 millions d'euros, et avec ces fonds, nous soutenons en permanence tous les projets de recherche qui sont de nature à stimuler l'industrie.
- La région soutient les PME, PMI et TPE de notre région. C'est le plan 2000 PME-PMI qui passera très rapidement à 4000 avec le soutien à chaque entreprise pour qu'elles soient consolidées dans cette période de crise, qu'elles se développent et, enfin, pour qu'elles s'internationalisent parce que les marchés sont ouverts et que nos entreprises se doivent d'être compétitives au niveau mondial.
- La Région a mis en place une stratégie de structuration des filières industrielles au travers des pôles d'excellence et des pôles de compétitivité (recherche collaborative).

- Enfin, l'un des outils majeurs pour l'économie et l'industrie du territoire, c'est la formation professionnelle. Nous avons été les premiers à mettre en œuvre la sécurité sociale professionnelle, dont l'objectif est de favoriser tout au long de la vie la formation des salariés, de les sécuriser dans leur parcours. Ce processus permet au salarié d'élargir sa palette professionnelle et de pouvoir faire face aux imprévus et surtout d'éviter la double peine en cas de fermeture de l'entreprise : licenciement et incapacité de retrouver du travail due à l'absence de formation. Cette disposition de formation professionnelle est indiquée dans le contrat de plan qui implique l'ensemble des organisations syndicales et 70 branches professionnelles et avec un budget d'un milliard d'euros par an.

Dernier point : la Région, quand elle investit dans des entreprises, le fait toujours sur des emplois solides et avec des contreparties de préservation et de création d'emplois. Et si une entreprise aidée s'aventure sur le terrain de la délocalisation, elle est immédiatement et mécaniquement attaquée au tribunal.



Le débat avec la salle



Dominique BAILLY,
maire d'Orchies

Nous avons un constat à faire sur notre territoire. Je suis un élu local et je vais prendre le risque de bousculer mes collègues élus locaux qui sont avec nous ce soir. Je rejoins Pierre de Saintignon : le partenariat est indispensable, avec les salariés, les chefs d'entreprise mais aussi les élus locaux. Le paradoxe de notre arrondissement, c'est qu'il est en difficulté alors qu'il devrait être attractif. En effet, notre arrondissement est fort de 220 00 habitants, nous sommes à la porte de la métropole lilloise et de la Belgique et voisins de l'arrondissement de Valenciennes, qui est en reconstruction, et pourtant nous ne décollons pas parce que nous n'avons pas d'approche globale du territoire. Nous devons d'abord nous appuyer sur nos richesses et notre histoire et les élus locaux ont pour devoir de le porter mais pour cela, il faut un discours global, fort et ce n'est pas le cas. Pourquoi ? Chacun gère son bout de territoire, avec des enjeux de pouvoir, il faut le dire. En cette période de nouvelle carte intercommunale, les élus du Douaisis doivent prendre le risque de bousculer les trop anciennes habitudes et se réunir pour porter ensemble ce territoire et valoriser, de manière dynamique, ses atouts.



Alain CACHEUX,
Député du Nord

Je fais partie d'une mission d'enquête parlementaire sur l'industrie ferroviaire. Alain Bocquet est le président de cette mission et avec lui, nous sommes les relais des interpellations des sous-traitants de l'industrie ferroviaire, qui sont nombreux dans ce territoire mais qui sont de petite taille.

Le poids de l'industrie ferroviaire dans notre région est considérable. En effet, 50 % des emplois du ferroviaire français sont dans le NPDC. Nous avons auditionné bien sûr les chefs d'entreprises et les partenaires sociaux mais aussi les donneurs d'ordre, la SNCF, la RAPT, ainsi que les élus et les collectivités locales.

Les conclusions du travail de la mission seront présentées le 15 juin. Trois points que je souhaite développer avec vous :

- Nous devons faire en sorte que désormais, la priorité soit la politique industrielle envers les PME/PMI, ce qui n'est pas le cas actuellement. Les socialistes ont pour objectif de refaire de la France une grande nation industrielle et nous avons produit un excellent document en ce sens. Le gouvernement alloue des crédits d'impôts recherche, mais le problème, c'est le gouffre entre les sommes abyssales dédiées aux grands groupes et les miettes laissées aux PMI/PME. Autre incohérence : la réforme de la taxe professionnelle. Sans doute fallait-il réformer. Le problème, c'est que tous les groupes, dont ceux issus de l'industrie, ont été traités de la même façon, sans distinction de ceux qui sont soumis à une concurrence internationale féroce et ceux dont les marchés sont plus sécurisés ou franco-français.
- Ce qui ressort de notre étude, c'est l'absence de vision à long terme. Notre objectif est de faire pression sur les pouvoirs publics pour qu'un certain nombre de décisions soient prises immédiatement, notamment par la SNCF et la RATP, qui doivent passer un minimum de commandes aux entreprises. Il y a un paradoxe entre l'annonce, lors du Grenelle de l'environnement, que la priorité serait donnée au ferroviaire et l'abandon à son triste sort de la seule entreprise française, située dans le Douaisis, capable de fabriquer des wagons. Je fais référence à Arbel-Fauvet Rail, basée ici même à Douai. Il est nécessaire que les donneurs d'ordres se mettent d'accord sur le type de produit qu'ils souhaitent et dans la foulée, les industriels et les constructeurs s'entendront. Si la SNCF et son homologue en Allemagne se mettent d'accord, très vite nous pourrions aller vers un type de production mutualisé type Airbus.
- Il nous faut une économie d'entrepreneur et non pas de rentier. Il faut remettre l'économie au service de la production et non pas de la finance. Un chef d'entreprise en Alsace nous expliquait récemment que s'il licencie, il pourra obtenir un prêt de la banque. Ce prêt lui est refusé s'il s'agit d'investir pour honorer des commandes qui sont quasi certaines.

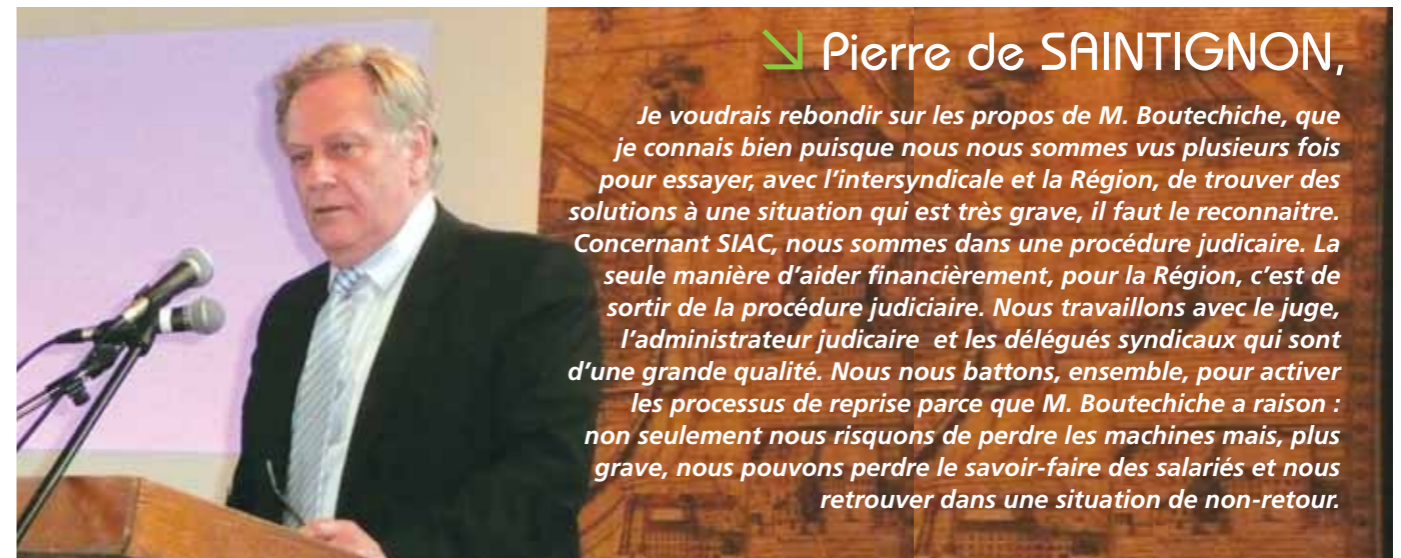
Quelques réflexions pour terminer :

- A propos de l'image négative de l'industrie : une bonne manière de la rendre à nouveau attractive serait de revaloriser les salaires.
- Vous avez évoqué le problème de l'image négative du Douaisis. Ce territoire a des atouts considérables, sa position géographique avant toute chose. Dans une société qui cultive à outrance l'individualisme forcené, l'image chaleureuse des Nordistes a une influence. C'est aux élus locaux de véhiculer, en permanence, une image positive en valorisant les atouts de ce territoire.



Djamel BOUTECHICHE,
salarié société SIAC à Aubry

Nous sommes entrés dans un PSE au mois de décembre dernier et dans quelques mois, s'il n'y a pas de repreneur, notre entreprise fermera ses portes. Mon entreprise fabrique des remorques de tracteurs, nous avons du matériel très récent et les 160 salariés sont reconnus pour la qualité de leur travail. Avec mes collègues de l'intersyndicale, nous nous battons pour la survie de notre entreprise. Nous avons rencontré Pierre de Saintignon à la Région, des représentants des collectivités locales, et je veux vous dire clairement que la CIAT, à la fin de l'année, ce sera fini. Nous avons besoin des élus aujourd'hui pour nous aider à trouver un repreneur, sinon c'est la fin pour 160 familles et on laissera partir ailleurs des machines qui participent à la compétitivité du Douaisis.



↳ Pierre de SAINTIGNON,

Je voudrais rebondir sur les propos de M. Boutechiche, que je connais bien puisque nous nous sommes vus plusieurs fois pour essayer, avec l'intersyndicale et la Région, de trouver des solutions à une situation qui est très grave, il faut le reconnaître. Concernant SIAC, nous sommes dans une procédure judiciaire. La seule manière d'aider financièrement, pour la Région, c'est de sortir de la procédure judiciaire. Nous travaillons avec le juge, l'administrateur judiciaire et les délégués syndicaux qui sont d'une grande qualité. Nous nous battons, ensemble, pour activer les processus de reprise parce que M. Boutechiche a raison : non seulement nous risquons de perdre les machines mais, plus grave, nous pouvons perdre le savoir-faire des salariés et nous retrouver dans une situation de non-retour.



Frédéric CHEREAU,
Conseiller municipal de Douai

L'intérêt de cette soirée, c'est que nous ne restions pas dans les constats que nous connaissons, même s'il faut sans cesse rappeler les difficultés et parfois, les situations graves dans lesquelles se trouvent plusieurs entreprises du Douaisis. Nous parlons également d'avenir, de solutions innovantes, d'attractivité, de recherche, de partenariat... Autant de sujets qui seront développés dans cette deuxième table ronde.

L'industrie est une source fondamentale de revenu pour les collectivités territoriales, même si aujourd'hui les entreprises sont moins taxées. Un territoire sans industrie est un territoire qui ne peut plus rien financer et donc qui meurt. Même si les industries sont fortement ancrées dans notre territoire depuis longtemps, les décideurs sont souvent à l'étranger, ce qui conduit à une situation paradoxale : des entreprises vitales pour le tissu économique et social de notre territoire et des décideurs lointains.

Force est de constater que la marge de manœuvre des élus est réduite, mais nous pouvons quand même agir dans un travail quotidien de préparation, d'attractivité du territoire pour être prêts à résister en période de crise mais aussi à accueillir les investisseurs dans les périodes plus florissantes.

Industrie, quels outils pour agir entre les mains des collectivités ?



Anne PLUNKET,
Economiste, Université Paris-Sud 11

Ce soir, je vais essayer de vous apporter un point de vue universitaire sur les perspectives de développement de l'industrie au niveau local. Ma manière de procéder consiste à identifier les atouts d'un territoire et la manière dont ce territoire est regardé de l'extérieur. Je vais dans le sens des interventions précédentes dans la mesure où les territoires qui sont performants aujourd'hui ont une forte activité d'innovation, avec des entreprises ou des services qui ont une forte valeur ajoutée. En effet, l'innovation permet l'amélioration des produits, la prise de nouveaux marchés, particulièrement à l'export. A la lecture de l'enquête menée par le Ministère de l'Industrie, on constate que les entreprises qui innovent gagnent des parts de marché, créent de l'emploi et augmentent la part de valeur ajoutée de leur production. C'est aussi vrai pour les services et les industries de hautes et basses technologies. Lorsque nous comparons les gains en termes de marché dans le secteur technologique, l'entreprise qui innove augmente ses parts de marché de 27% par rapport à celle qui n'innove pas.

Les enquêtes nous montrent également que les gains sont plus importants quand l'entreprise combine trois types d'innovation : sur les produits, sur les procédés et en termes de marketing.

Quand on observe l'activité de recherche et développement dans les régions françaises, la répartition est inégale, avec aux antipodes la région Midi-Pyrénées qui investit 4,18 % de son PIB local dans la recherche, alors que la région NPDC n'investit que 0,65% de son PIB, soit trois fois moins que la moyenne nationale, qui est de 2,5%. Malgré ces chiffres, la région NPDC possède de véritables atouts : la recherche et développement et le capital humain. Pour ce qui est de la recherche, la région NPDC se situe au 11ème rang national. Le bémol, c'est que cette recherche est à deux tiers publique. Quand on se réfère à la recherche privée, le NPDC est 20ème sur 21 régions.

Au niveau du capital humain, la région NPDC se situe au 4ème rang national pour les étudiants titulaires d'un master 2.

Compte tenu du manque d'innovation dans les entreprises, il est difficile pour le NPDC de bénéficier de la recherche publique et du capital humain qui sont pourtant deux atouts majeurs en matière de croissance.

Dans cette configuration, il est intéressant pour le NPDC de conjuguer une double dynamique :

- Continuer à valoriser la recherche et encourager le lien entre recherche publique et innovation dans les entreprises
- Favoriser la création de services technologiques dans les PME qui manquent de ressources en interne et ont besoin d'aide pour se lancer dans l'innovation.

En définitive, en termes de politique locale, nous avons un enseignement tiré du passé : on ne peut pas créer une base économique ex-nihilo. En revanche, il est souhaitable de s'appuyer sur le tissu économique local et les activités émergentes pour les développer et les stimuler avec une vision à long terme. Il est nécessaire pour vous de vous appuyer sur le tissu industriel existant, de faciliter le partenariat entre les entreprises et le développement de l'export.



Jean-Yves BESLIN,
directeur du CFA régional de l'industrie

La formation que nous dispensons sur notre territoire est un facteur déterminant pour maintenir et développer les industries sur le territoire. Par la formation, nous essayons de pourvoir aux besoins des entreprises métallurgiques du secteur en leur apportant les compétences nécessaires.

Je reconnais qu'il est difficile d'attirer les jeunes vers la formation industrielle mais nous avons quand même des résultats tangibles.

Le CFA régional de l'industrie, c'est 900 apprentis à mi-temps scolaire et mi-temps entreprise pour préparer 5 BTS et 7 baccalauréats professionnels. En ce qui concerne les BTS, la formation les prépare à être des cadres de l'industrie, mais nous avons introduit une dimension « innovation » dans notre enseignement qui rend leur profil plus attractif.

Chaque année nous recevons environ 500 candidats apprentis. Ces candidatures correspondent à des offres d'emploi dans les entreprises. En ce qui concerne les résultats scolaires, nous sommes, en moyenne, à 80 % de réussite aux BAC et BTS. Pour l'insertion en entreprise post-formation, concernant la promotion 2010, 90 % d'entre eux ont trouvé du travail et certains d'entre eux poursuivent leurs études en intégrant des écoles d'ingénieurs.

Nous travaillons en permanence avec environ 500 entreprises et 300 d'entre elles ont moins de 50 salariés. Une partie de notre travail quotidien est de rechercher des nouvelles entreprises partenaires. Pour l'année prochaine, nous avons reçu plus de 550 offres de contrat d'apprentissage pour plus de 750 candidatures. Nous avons une double démarche : augmenter le nombre de contrats proposés et recevoir les candidats pour les informer pleinement de la réalité de la formation et des métiers de l'industrie. C'est, bien sûr, une démarche que nous appliquons tout au long de l'année, notamment en organisant des portes ouvertes dans les entreprises mensuellement.



Patrick DEGUISE,
maire de noyon, ancien industriel

Je suis venu en tant que voisin de Picardie. En tant que maire depuis 20 ans et ancien industriel, j'ai pu mesurer le désastre qui a frappé l'industrie dans notre secteur à partir des années 80. Je suis issu d'un territoire meurtri qui a perdu 3000 emplois industriels sur 20 ans, mais je suis venu délivrer un message d'espoir. Les élus sont contraints de trouver des solutions innovantes pour le développement économique mais aussi pour la préservation des emplois existants. Pour pouvoir recréer de l'emploi en France et dans nos territoires, il faudra d'abord réindustrialiser l'Europe.

Je suis à la tête d'un territoire qui cumule les handicaps par rapport au Douaisis. C'est un territoire enclavé, avec une absence d'infrastructures routières digne de ce nom et un manque d'attractivité criant. Forts de ce constat, nous avons l'obligation de faire preuve d'imagination. Le développement économique ne se décrète pas, il se construit. Quand une opportunité se présente, il faut être capable de réunir autour de la table, rapidement, l'ensemble des partenaires pour délivrer au porteur de projet un message positif. De même, il ne faut pas attendre le porteur de projet mais aller le chercher en tissant des liens partout où cela est possible.

Table ronde N°2

... Patrick DEGUISE

Un exemple tiré de mon expérience de président de Communauté de communes. En 2008, une entreprise de mon territoire, SAMAS, a été mise en redressement judiciaire. SAMAS, société hollandaise qui possède trois filières en France, décide de les fermer. Je me suis entretenu avec le PDG, j'ai étudié attentivement la situation de l'entreprise pour m'apercevoir que le potentiel était là avec un staff compétent ainsi qu'un carnet de commandes rempli.

Ce qui manquait à SAMAS, c'est du cash. Au regard du business plan et après l'avoir fait expertiser, j'ai proposé à la Communauté de communes de se substituer aux banques et nous avons proposé de racheter les murs de l'entreprise à travers un crédit bail de 5 millions d'euros remboursable sur 9 ans avec un coup zéro pour le contribuable.

Cela faisait partie du deal. Cette entreprise a relocalisé 15 % de sa production qui était à Shanghai et a créé 30 emplois, avec une prévision pour 2011 de 45 créations d'emploi. Cette entreprise affiche aujourd'hui un résultat net de 2,9 millions d'euros.

Cette solution n'est pas transposable partout. Il faut un marché, un outil de production performant et une équipe fiable. Sinon, c'est quand même un grand risque politique puisque si cette initiative avait capoté, nos adversaires politiques s'en seraient servis pour les cantonales.

Le groupe SAMAS France est devenu Magentia et je fais depuis 2008 partie du conseil d'entreprise et je participe à la stratégie économique.

Forts de cette expérience, nous avons décidé dans le Noyonnais de créer avec la SEMAFOR un fonds d'investissement de trois millions d'euros qui nous permet de répondre à l'aide au lancement des start-ups qui ont un projet ou un brevet et contrecarrer la frilosité des banques.

Le débat avec la salle

Je voudrais réagir aux différentes thématiques abordées ce soir. En 10 ans, nous avons vu le lycée technologique de Douai perdre un tiers de ses effectifs. L'enseignement technologique est mis à mal par la politique du gouvernement et cela se ressent directement. Les parents ne veulent pas envoyer leurs enfants dans l'apprentissage technologique ou dans l'industrie pour faire carrière parce que les salaires sont trop bas et l'avenir incertain. Les entreprises ne doivent pas voir dans l'apprenti une main d'œuvre bon marché mais plutôt avoir pour objectif de l'embaucher, ce qui n'est pas souvent le cas.

J'ai été séduite par l'exposé du maire de Noyon qui nous redonne confiance dans la volonté politique. La Communauté de communes de l'Ostrevent de laquelle je suis issue est sinistrée et je me demande ce que les élus peuvent faire pour faire sortir de la pauvreté un tiers des habitants de l'arrondissement.

La région investit dans la recherche et le développement mais j'ai la sensation que les diplômés de notre région ne trouvent pas forcément un emploi à leur niveau et beaucoup d'entre eux s'en vont dans d'autres régions. Nous devons mettre plus en avant le capital humain, qui est un atout important, et je pense qu'il n'y a pas assez de rapport entre le monde de l'entreprise et de l'éducation.

Jean-Yves BESLIN

L'apprentissage a beaucoup changé, avec une perspective d'enseignement supérieur. Pour les lycées technologiques, l'éducation nationale impose un taux de pression qui fait disparaître des sections faute de demande. Il y a un travail de communication et de connaissance de l'industrie à faire. Nous essayons de multiplier les actions avec les chefs d'établissement mais aussi le MEDEF. Mais je reconnais que ces réponses ne sont pas à la hauteur des enjeux.

Anne PLUNKET

Le capital humain, s'il ne trouve pas de travail, cherche à être employé ailleurs. A partir du moyen où l'activité régionale se diversifie et crée de l'emploi, il y a possibilité de réduire les poches de pauvreté évoquées précédemment puisque quand il y a regain d'activité, même les non-qualifiés en bénéficient.



Pierre ALAIN WEILL,
chef d'entreprise, membre de la commission nationale
entreprise du Parti Socialiste

Au Parti Socialiste, avec Martine Aubry et Guillaume Bachelet, nous avons mis en place un long travail de réflexion qui a abouti à 54 propositions pour l'industrie dans le programme du PS. Ce travail s'appuie sur la remontée des initiatives des 21 régions PS avant et après la crise.

Je pense que l'action pertinente doit partir du niveau local avec une bonne connaissance du tissu industriel face au désengagement de l'Etat qui a laissé libre court au marché.

Avec la crise, le mythe du marché tout puissant est tombé et on sent une re-légitimité de la régulation et de l'action de la puissance publique.

Quand l'industrie régresse, c'est l'ensemble de l'activité qui souffre. Le Parti socialiste a pris cette question à bras le corps avec la prise de conscience de l'urgence d'un nouveau modèle industriel qui doit être aussi social et écologique.

Sur ce sujet, la droite organise des colloques, avec parfois des idées intéressantes, mais cela n'est pas suivi d'effets et on sent une vraie tendance à ne pas agir, avec l'absence criante de stratégie à moyen et long terme. Et cette absence de volonté de l'Etat a une incidence sur le déclin de l'industrie en France.

Nous refusons la résignation et le fatalisme. Nous voulons donner l'impulsion qui favorisera le redémarrage de l'industrie. Oui, il y a un manque de vocation, les ingénieurs fuient l'industrie pour rejoindre la finance, ce qui est l'effet d'une politique néolibérale qui ne prend pas en compte l'outil de production et les salariés. C'est une des causes majeures de la crise actuelle. Ouvriers, cadres, entrepreneurs ont été la variable d'ajustement des trois dernières décennies, ce qui a abouti à la crise actuelle, avec les salaires qui baissent et les emplois qui disparaissent.

L'industrie est motrice pour soutenir le progrès social et 11 ans après, on peut dire que la stratégie de Lisbonne est un échec. La désindustrialisation est une politique de l'échec en France et en Europe. Nous avons besoin d'une vision stratégique à ces deux niveaux.

C'est à l'Etat de prendre cette question en main, avec les grands projets et avec les commandes publiques. L'appareil de production doit muter et c'est à la puissance publique de l'impulser. Ce n'est pas un défi court-termiste et l'Europe a un rôle décisif à jouer dans cette nouvelle donne en sortant du principe de non-coopération et de compétitivité. Nous devons mettre en place une politique de protection de l'industrie européenne. Il faut cesser de privilégier le libre échange pour aller vers de la régulation et du juste échange.

Il nous faut une politique industrielle centrée sur les filières et le soutien à l'innovation. Il faut revoir la gouvernance des pôles de compétitivité pour en faire de véritables pôles de développement et de coopération regroupés et plus efficaces. Enfin, donner les moyens financiers de cette politique.

En guise de conclusion, quelques propositions du programme du Parti Socialiste pour 2012 :

- Pour muscler la compétitivité de la France, nous créerons une Banque publique d'investissement, qui investira dans la recherche et l'innovation, soutiendra les PME-PMI, prendra des participations dans les activités stratégiques et les filières industrielles d'avenir, et dont les moyens seront mobilisés sous la forme de fonds régionaux en co-pilotage avec les régions et leurs élus.
- Pour refaire passer l'économie devant la finance et pour réguler le système financier, nous baisserons l'impôt sur les sociétés de 33 % à 20 % pour les entreprises qui réinvestissent intégralement leurs bénéfices et l'augmenterons jusqu'à 40 % pour celles qui privilégient les dividendes des actionnaires ; nous instaurerons au niveau européen une taxe de 0,05 % sur les transactions financières ; nous lutterons pour la suppression des paradis fiscaux ; nous séparerons les activités de dépôt et d'investissement des banques ; nous créerons une agence de notation publique européenne.
- Pour protéger les salariés, nous créerons une sécurité sociale professionnelle, matérialisée par un compte temps-formation, permettant à chacun de reprendre des études, de réaliser un projet personnel, de s'occuper de sa famille et de choisir les modalités de son départ en retraite. Nous dissuaderons les licenciements boursiers par des pénalités financières pour les entreprises qui en même temps versent des dividendes à leurs actionnaires.
- Favoriser la constitution d'entreprises de taille intermédiaire (ETI) comprenant entre 250 et 5 000 salariés, car leur déficit est le talon d'Achille de notre économie à l'export.
- Investir massivement dans les secteurs d'avenir, favoriser la conversion écologique de l'industrie, structurer des filières stratégiques.
- Les PME, premières sources de l'emploi en France, seront au cœur de notre stratégie économique. Au sein de la Banque publique d'investissement, nous créerons une agence des TPE/PME de moins de 20 salariés.



Gilles PARGNEAUX,

Maire d'Hellemmes, député européen,

1^{er} secrétaire fédéral du Nord

Dans notre programme pour 2012, nous proposons de refaire de la France une grande nation industrielle et nous proposons aux Européens un modèle de production social-écologique. Ce programme contient des analyses et des propositions pour agir face à la crise et préparer les emplois de demain, alors que le gouvernement n'est pas à la hauteur et peine à saisir les enjeux d'une véritable politique industrielle.

Quelques principes fondamentaux que nous mettrons en application :

Il n'y a pas d'économie forte sans industrie forte. L'industrie conserve une place centrale dans l'économie. C'est le véritable moteur de l'innovation, des exportations, des services et du progrès social.

Il n'y a pas d'industrie sans Etats forts. L'Etat a un rôle décisif à jouer par l'investissement, la commande publique, les règles qui doivent être favorables au long terme, à l'innovation, à l'emploi.

Il n'y a pas d'industrie sans une Europe forte. Face à la concurrence des pays émergents et des Etats-Unis, l'européanisation des projets est une condition sine qua non du succès industriel dans la mondialisation.



UNIVERSITÉ DE RENTRÉE de la fédération PS du NORD

↳ LOMME

Le 10 septembre 2011

CONTACT : Valérie WEBER v.weber@nordnet.fr



Retrouvez la synthèse de ces travaux sur www.ps59.fr
et rejoignez-nous sur notre page

facebook

<http://www.facebook.com/pages/Le-Forum-des-Territoires>